Assistanat ou droit au travail

mardi 25 février 2025, par Denis COLLIN

Fabien Roussel, qui, par ailleurs, n'est pas plus communiste que moi archevêque, s'est fait épingler pour sortie volontairement provocatrice : « je veux supprimer le RSA ». Toute la gauche de gauche lui tombe dessus à bras raccourcis. Il s'en était déjà pris à l'assistanat auquel il opposait le travail. Roussel n'a pas besoin de moi pour se défendre. Je ne le défendrai donc pas. Mais je vais à nouveau mettre les points sur les « I ».

Rappelons que le RSA, héritier du très rocardien RMI est une invention des économistes de droite, et nommément de Milton Friedman. La démarche est facile à comprendre : si vous voulez une « concurrence libre et non faussée » sur le « marché du travail », il faut supprimer tout ce qui entrave cette concurrence et admettre que ceux qui n'ont plus de travail ou qui ne veulent pas travailler pour un salaire de misère (le « vrai prix du marché ») doivent s'apprêter à mourir de faim et même à mourir tout court. Le révérend Malthus avait déjà expliqué cela en détail, lui qui estimait que toute aide apportée aux pauvres entravait le bon fonctionnement du marché. Comme le franc discours de Malthus ne passerait plus et pour d'autres considérations économiques, Milton Friedman proposait une aide minimale à ceux qui sont exclus du « marché du travail » — sachant que, dans le même temps, les autres aides sociales et les garanties de l'emploi doivent sauter. Rocard, social-libéral dès les années 1970, invente le RMI au moment où la gauche fait « le sale boulot » (Fabius *dixit*), jette des centaines de milliers de personnes à la rue et nous plonge dans le bain acide du « grand marché » avec l'acte unique.

Si on comprend cela, on comprend que tout socialiste sérieux devrait être opposé au RMI/RSA qui n'est qu'un moyen d'entretenir une plèbe misérable, comme le faisait l'aristocratie romaine, distribuant l'anone. Un socialiste, un communiste, un syndicaliste, tout défenseur des droits des travailleurs n'ont qu'un seul objectif : garantir le droit au travail pour tous. Au gouvernement de se débrouiller pour proposer à tous un emploi digne. Dès lors que tous peuvent travailler, alors on peut appliquer le bon vieux principe paulinien : qui ne travaille pas ne mange pas. Et comme le disent les paroles de l'*Internationale*, l'oisif ira loger ailleurs !

On me dira, oui, mais « le RSA c'est mieux que rien » ! Mais on oublie ce faisant que le vrai mieux que rien, c'est d'avoir du travail ou une indemnisation correcte du chômage, c'est-à-dire une assurance chômage, basée sur les cotisations avec des caisses gérées par les représentants des salariés. Le RMI/RSA est un dispositif de gestion de la pauvreté par les capitalistes et rien d'autre. Il entretient en outre une division entre les travailleurs qui travaillent et ceux qui sont soupçonnés (parfois même à juste titre !) d'être des tire-au-flanc qui vivent sur le dos des autres. On pourrait remarquer que le vote ouvrier à « l'extrême droite » s'est étendu avec la carte du RMI/RSA.

Pour parachever le tableau, en permanence les malheureux titulaires du RSA sont sommés de travailler pour des clous et donc de contribuer ainsi à faire baisser le prix de la force de travail. Que les capitalistes utilisent le RMI/RSA, c'est leur affaire. Mais pas un dirigeant ouvrier ne devrait apporter son soutien, aussi minime soit-il, à cette entreprise de destruction des droits sociaux et d'atomisation des travailleurs.

Le 24 février 2025

Denis Collin